

20 juil 2006 -17:00

Appartient à [Conseil des Ministres du 20 juillet 2006](#)

## Diplomatie préventive

### Financement d'initiatives en matière de diplomatie préventive

#### Financement d'initiatives en matière de diplomatie préventive

Sur proposition de M. Karel De Gucht, Ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a approuvé le financement, sur le budget 2006 du SPF Affaires étrangères, des initiatives de diplomatie préventive suivantes :

**Promotion des droits de l'homme — Rwanda :** Le Rwanda fait clairement face à de nombreux défis en matière des droits de l'homme. En effet, depuis 1959, le pays a connu une série de massacres à caractère ethnique, dont le génocide de 1994 qui a coûté la vie à huit cent mille personnes. Depuis lors, des progrès ont été enregistrés dans le domaine de la promotion des droits de l'homme, comme la référence dans la Constitution de 2003 au respect par le Rwanda des traités internationaux en la matière. Le Haut Commissariat aux droits de l'homme souhaite renforcer cette évolution par la désignation d'un conseiller aux droits de l'homme près la délégation des Nations-Unies dans le pays. Celui-ci sera actif au Rwanda à partir de la mi-2006 et participera au programme des Nations Unies « Action 2 » (renforcement de la capacité des équipes de pays des Nations Unies à aider les États membres à mettre en place des systèmes solides de protection des droits de l'homme) dès 2007.

**Promotion de la paix et réconciliation nationale — Nigeria :** L'ONG Total Care Unit tente d'amener les jeunes à résoudre les conflits de manière pacifique et de les dissuader de se joindre aux bandes armées. Un autre aspect de leur action consiste à informer sur le contrôle des matières premières, dans la mesure où c'est précisément les discussions sur les matières premières (pétrole), leur exploitation frauduleuse et la destination du revenu de l'exploitation qui alimentent en permanence les conflits dans la région du Delta.

**Droits de l'Homme — Soudan :** La reconstruction institutionnelle dans le sud du Soudan doit porter une attention particulière au renforcement de l'État de droit. Ce projet d'Avocats sans frontières et RCN Justice & Démocratie concerne l'accès à la justice pour les groupes les plus vulnérables de la société soudanaise et la lutte contre l'impunité pour les violations graves des droits de l'homme.

**Promotion de la paix et réconciliation nationale — Soudan :** A côté des besoins en expertise, le sud du Soudan nécessite également un énorme soutien matériel. L'ONG Close the Gap, spécialisée dans la livraison d'ordinateurs aux pays en développement, peut sur ce terrain apporter une contribution utile en fournissant 300 ordinateurs personnels au parlement et ministères du sud du pays, ainsi qu'à des ONG locales et à l'Université de Juba.

**Promotion du modèle de concertation sociale — Europe du Sud-Est :** Dans le cadre du Processus de Bucarest, les trois organisations syndicales belges poursuivent en 2006 et 2007 leur projet « L'action syndicale dans le Processus de Bucarest », dont les précédentes phases ont été soutenues par le Conseil des Ministres du 9 juillet 2004. Les objectifs sont restés identiques, à savoir le développement d'un volet syndical, vu que la participation des partenaires sociaux est un élément essentiel à la réussite du Processus. Cette proposition (ultime phase clôturant le projet) maintient donc une structure en parallèle avec le volet gouvernemental, dont la poursuite a été proposée au Conseil des Ministres du 14 juillet 2006. Ce projet est proposé par le Ministre

de l'Emploi. Promotion des droits de l'homme — Compétence extraterritoriale : Dans le cadre du mandat de John Ruggie, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations-Unies pour les droits de l'homme et sociétés transnationales, un séminaire consacré à la compétence extraterritoriale sera organisé durant l'automne à Bruxelles, en collaboration avec la VUB et l'UCL, et rassemblera 25 experts en droit international. Déminage et désarmement — Kazakhstan : Un fonds d'affectation spéciale a été créé au sein de l'Otan pour la destruction d'un stock de 27 000 armes légères et de petit calibre (ALPC) et de systèmes portatifs de défense aérienne (MANPAD) au Kazakhstan, un important partenaire dans l'OSCE. Par conséquent, cette initiative est également pertinente dans le contexte de la présidence belge de l'OSCE ; elle est en grande partie financée par les Etats-Unis. Déminage et désarmement — Lutte contre les petites armes : Le projet de la fondation Oscar Arias pour la Paix et le Développement humain se propose de mener en Amérique centrale (Costa-Rica, Panama, Salvador, Nicaragua, Honduras et Guatemala) une campagne de sensibilisation sur les petites armes, dirigée principalement vers les adolescents. Les jeunes de l'enseignement secondaire seront sensibilisés à l'impact de telles armes sur leur vie. Prévention des conflits et conciliation — Kirghizstan : L'ONG Foundation for Tolerance International a développé un projet d'alerte rapide pour la prévention de la violence (« Early-Warning for Violence Prevention ») afin d'anticiper les conflits potentiels en réceptionnant de manière efficace certains signaux d'avertissement déterminés. L'idée de lancer ce projet au Kirghizstan est issue de la révolution de mars 2005, qui a mis en évidence l'insatisfaction de la population, l'absence de réformes, la violence politique et les activités mafieuses. La société civile est étroitement impliquée dans ce projet.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe